



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**« Formation digitale devenir jury d'évaluation du secteur
Sanitaire, Social et Médico-Social privé et suivi du
dispositif »**

MAPA 2026.DRIBP.018

POUVOIR ADJUDICATEUR
<p>OPCO Santé– Direction Appui aux Branches</p> <p>31 rue Anatole France</p> <p>92309 LEVALLOIS-PERRET</p> <p><u>Site internet : www.opco-sante.fr</u></p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Contexte du marché.....	3
ARTICLE 2. Objet et caractéristiques principales du marché.....	3
2.1 Objet de l'accord cadre	3
2.2 Conception de la formation digitale	Erreur ! Signet non défini.
2.2 Conception de la formation digitale.....	4
2.2.1 Schéma du parcours de formation actuel.....	4
2.2.1 Contenus pédagogiques.....	5
2.3 L'organisme de formation retenu devra :.....	6
2.4 Approche pédagogique	7
2.5 Rythme et nombre de sessions	7
2.6 Accompagnement pédagogique	7
2.7 Evaluation.....	8
2.8 Financement de la formation.....	9
2.9 Références du Titulaire et des intervenants	9
Article 3. Contraintes techniques et exécution des prestations	10
3.1 Calendrier prévisionnel des livrables	11
3.2 Livrables attendus	12
3.3 Validation des livrables	12
3.4 Communication	12

ARTICLE 1. Contexte du marché

Dans le cadre de ses missions de certificateur, la CPNE-FP assume la responsabilité du pilotage et de la qualité de ses certifications. À ce titre, elle veille à la conformité et à la fiabilité de la mise en œuvre des épreuves d'évaluation certificatives.

La sécurisation du processus de certification repose notamment sur la professionnalisation des membres des jurys d'évaluation. C'est dans cette perspective que la CPNE-FP propose une formation destinée à l'ensemble des membres de jury des certifications de la branche, afin de garantir des pratiques d'évaluation harmonisées, impartiales et conformes aux exigences des référentiels.

ARTICLE 2. Objet et caractéristiques principales du marché

2.1 Objet de l'accord cadre

Le marché a pour objet la sélection d'un prestataire chargé de :

- Prendre en main, d'actualiser les modules et de gérer la formation e-learning existante ;
- Concevoir un module VAE à intégrer dans le parcours actuel ;
- Animer des classes virtuelles en tenant compte des différents niveaux des apprenants ;
- Assurer le suivi, l'assistance technique et le reporting ;
- Garantir la conformité pédagogique et réglementaire du dispositif.

La finalité est de permettre aux jurys d'évaluer les compétences des candidats conformément aux référentiels de certification de la branche.

Structuration du parcours

La formation combine des temps synchrones et asynchrones. (Voir schéma 2.2.1)

La méthode pédagogique doit être ludique, engageante et créative.

Actualisation des contenus

Le prestataire doit :

- Actualiser les modules existants en tenant compte de l'évolution du cadre réglementaire et de l'ensemble des certifications enregistrées au RNCP et au RS. (Certification tuteur-Maître d'apprentissage à ajouter).
- Porter une attention particulière aux classes virtuelles, en renforçant les mises en situation professionnelles et en intégrant des travaux de groupe interactifs, afin de favoriser des échanges entre pairs riches, concrets et directement liés au rôle de jury et enrichir chaque parcours.
- Intégrer un module VAE :
Maîtrise des référentiels d'activités, de compétences et d'évaluation (tronc commun) ;

Capacité à évaluer des preuves issues de l'expérience (professionnelle et extraprofessionnelle) ;
 Techniques de questionnement professionnel (centré compétences, faits observables, prise de recul) ;
 Capacité à analyser la transférabilité des compétences....
 Mises en situation lors des classes virtuelles.

Contenus à couvrir

Les contenus doivent permettre aux jurys formateurs et professionnels :

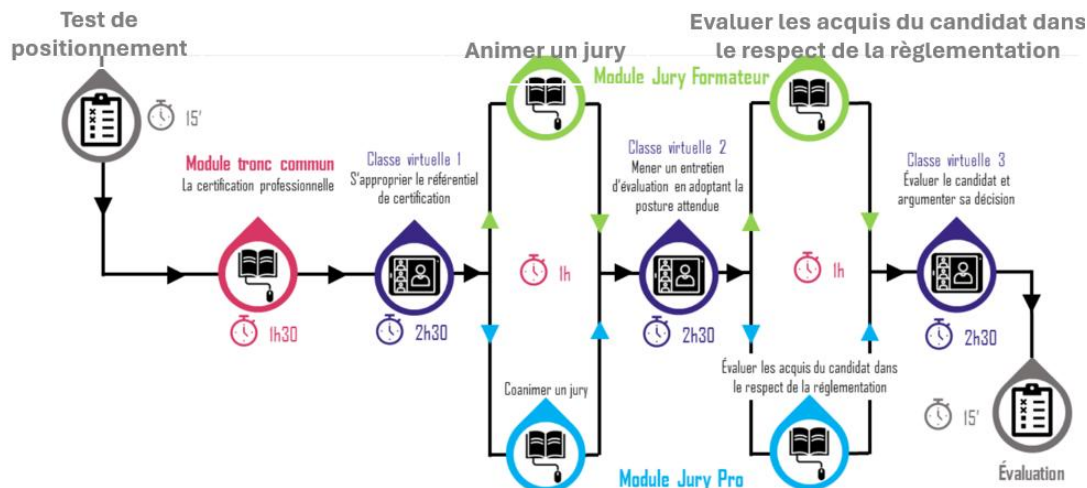
- d'appréhender les référentiels d'activités, compétences et évaluation ;
- de conduire un entretien d'explicitation ;
- d'utiliser les grilles d'évaluation conformément à l'esprit du certificateur
- de délibérer en impartialité et bienveillance
- de repérer les compétences dans des écrits ou exposés oraux

Le prestataire peut proposer des contenus additionnels pertinents.

Il devra assurer le reporting des apprentissages (émargements, attestations, évaluations...).

2.2 Conception de la formation digitale actuelle

2.2.1 Schéma du parcours de formation actuel



Cette formation digitale est composée de temps synchrones et asynchrones.

En fonction des profils des apprenants, des modules spécifiques sont adaptés à leur besoin, la majorité des classes virtuelles restent communes pour favoriser l'apprentissage collaboratif et les échanges d'expérience.

Elle doit encourager l'engagement des apprenants.

Un module VAE comprenant une part synchrone et une part asynchrone doit être intégré à ce parcours.

Les classes virtuelles communes sont mises en œuvre afin de renforcer les compétences des jurys et d'enrichir leurs pratiques, en apportant une valeur ajoutée directement en lien avec leurs missions respectives.

La thématique de la VAE, ajoutée au dispositif, pourra être intégrée à ces classes virtuelles ou faire l'objet d'une classe virtuelle dédiée, au choix du prestataire.

La proposition devra détailler les modalités de mise en œuvre et justifier la valeur ajoutée des classes virtuelles pour chacun des publics concernés.

Le schéma de la formation actuelle est présenté à titre indicatif. Il pourra être librement revisité, adapté, enrichi ou repensé par le prestataire, sous réserve de répondre aux objectifs pédagogiques définis.

2.2.1 Contenus pédagogiques

Concernant le e-learning, il est nécessaire d'actualiser la formation existante en ajoutant un module VAE. Cette actualisation implique également la mise à jour de la formation si besoin et l'ajout de l'une des certifications inscrites au Répertoire Spécifique (RS).

Contenus existants à actualiser

Pour le jury formateur :

- Appréhender les éléments principaux du cadre des certifications et des éléments constitutifs d'un référentiel d'activités, de compétences et d'évaluation ;
- Repérer les compétences du référentiel de la certification sur lequel on évalue le candidat dans un écrit professionnel et/ou lors d'un exposé à l'oral ;
- Conduire un entretien visant à expliciter les compétences du référentiel d'une certification, en pilotant le cadre de l'entretien ;
- Utiliser les grilles d'évaluation conformément à l'esprit de l'évaluation du certificateur
- Préparer l'entretien d'évaluation du candidat de manière à respecter le règlement d'examen et proposer une évaluation impartiale des candidats
- Pratiquer l'écoute active et traiter le candidat avec bienveillance et respect
- Interagir avec le candidat si nécessaire tout en instaurant un climat favorable
- Délibérer sur la prestation du candidat et sur ses capacités à occuper le poste visé en toute impartialité et bienveillance

Pour le jury professionnel :

- Appréhender les référentiels d'activités, de compétences et d'évaluation d'une certification professionnelle et savoir les mettre en relation avec la pratique professionnelle,
- Repérer les compétences du référentiel de la certification sur lequel on évalue le candidat dans un écrit professionnel et/ou lors d'un exposé à l'oral,
- Coanimer un entretien visant à expliciter les compétences du référentiel d'une certification,
- Utiliser les grilles d'évaluation conformément à l'esprit de l'évaluation du certificateur,
- Proposer une évaluation impartiale des candidats,
- Pratiquer l'écoute active et traiter le candidat avec bienveillance et respect,
- Interagir avec le candidat si nécessaire tout en instaurant un climat favorable,

- Délibérer sur la prestation du candidat et sur ses capacités à occuper le poste visé en toute impartialité et bienveillance.

Cette liste n'est pas exhaustive. L'attributaire peut proposer des contenus supplémentaires s'il le juge pertinent.

2.2.3 Approche pédagogique

Exercices pédagogiques variés afin de multiplier les modalités d'apprentissage : Mises en situations, travail en groupes, exercices pédagogiques variés ;

Apprentissages concrets et transposables dans l'exercice de la mission de jury ;

Faire évoluer les contenus du e-learning si besoin en intégrant des mécanismes pédagogiques favorisant l'engagement, l'attention et l'ancrage des apprentissages.

Public cible :

le jury d'évaluation est composé de 2 types d'acteurs :

- **Un formateur** qui connaît le métier de Surveillant de nuit ou de Maître de maison ou de Moniteur d'atelier ou la fonction de Tuteur-maître d'apprentissage et ses conditions d'exercice (ou autre selon les certifications créées par la Branche)
- **Un professionnel** exerçant les activités du métier de Surveillant de nuit **ou** de Maître de maison **ou** de Moniteur d'atelier ou la fonction de Tuteur Maître d'apprentissage (ou autre selon les certifications créées par la Branche)
Ou de façon dérogatoire validée par la CPNE-FP, un professionnel du secteur social, médico-social et sanitaire.

Prérequis :

- Avoir suivi la formation ou avoir la certification correspondante au métier visé ou travailler au sein d'un établissement dans lequel le métier visé est exercé et être en contact avec ces professionnels (direction, chef de service, éducateur, AES, aide-soignant, ...)

Afin de suivre la formation dans de bonnes conditions, il est demandé aux participants d'avoir :

- une adresse électronique professionnelle personnelle ou à minima une adresse électronique individuelle.
- un ordinateur et une connexion.

Durée de la formation : 14 heures maximum.

La durée actuelle de la formation est de 12 heures et elle devra être maîtrisée afin de favoriser l'engagement et l'assiduité des apprenants.

2.3 L'organisme de formation retenu devra Inclure dans le cadre de son offre :

- Un package Scorm test pour des tests techniques. Attention à fournir un Package Scorm intègre.
- Nommer le fichier Scorm uniquement comme suit : le nom de l'OF
_scorm_2026MAPA.SF.xx
- Fournir deux liens vers un exemple de module e-learning réalisé avec Rise360, afin de démontrer la qualité de ses productions et préciser qu'il a la licence Rise360
- Prendre en charge un module e-learning déjà existant. Son contenu pédagogique doit être actualisé au regard des évolutions réglementaires, des nouveaux référentiels et le module VAE doit être intégré ;
- Vérifier le questionnaire de positionnement ;
- Assurer la compatibilité technique du module avec la plateforme ;
- Paramétrer les certificats de réalisation, en lien avec le suivi des apprenants et les critères de complétion du module ;
- Assurer la mise en place, l'animation et le suivi des classes virtuelles, en cohérence avec les objectifs pédagogiques.

L'outil de gestion et d'animation des classes virtuelles sur notre LMS est BigBlueButton.

Architecture de la formation :

2.4 Approche pédagogique

Les classes virtuelles devront répondre aux critères suivants :

- Pédagogie positive, active et participative, adaptée au domaine d'intervention et à la constitution du groupe de participants ;
- Mise à disposition d'un support pédagogique à télécharger permettant aux jurys de disposer d'un guide opérationnel détaillant les différentes étapes de l'évaluation ;
- Un accès personnel à des ressources en ligne pendant la formation et éventuellement à l'issue de la formation.

2.5 Rythme et nombre de sessions

- Nombre de participants par groupe : 5 personnes minimum et 10 personnes maximum.
- Nombre de sessions estimé par an : 9 sessions.

2.6 Accompagnement pédagogique

a) Rappel du cadre légal en matière de FOAD

L'article D. 6313-3-1 du Code du travail tel que modifié par le décret du 28 décembre 2018 précise les conditions de mise en œuvre des actions de FOAD.

La mise en œuvre d'une action de formation en tout ou partie à distance comprend :

- Une assistance technique et pédagogique appropriée pour accompagner le bénéficiaire dans le déroulement de son parcours (le Pouvoir adjudicateur sera particulièrement vigilant quant aux modalités d'assistance technique et pédagogique proposées) ;
- Une information du bénéficiaire sur les activités pédagogiques à effectuer à distance et leur durée moyenne ;
- Un suivi de la progression pédagogique des stagiaires ;
- Des évaluations qui jalonnent ou concluent l'action de formation ;
- Un reporting : nombre d'inscrits, nombres d'attestation téléchargées....

b) Assistance technique et pédagogique

Tout au long de son parcours, l'apprenant doit pouvoir bénéficier d'une assistance technique et pédagogique, conformément à l'article D6313-3-1 du Code du Travail.

L'organisme de formation assurera cet accompagnement technique et pédagogique. Les prestations attendues dans ce cadre sont les suivantes :

- Permettre un accès à la plateforme : Public cible et prérequis (cf article 2.3) ;
- Proposer un questionnaire de positionnement au démarrage et des quiz ...;
- Répondre aux apprenants rencontrant des difficultés techniques (problèmes de connexion, bugs, aide à la prise en main, etc.) ;
- Animer sa communauté d'apprenants en s'assurant de l'avancement de chaque session entamée et de la bonne réalisation des activités pédagogiques ;
- Relancer les stagiaires qui tardent à finir leur prestation ;
- Délivrer une attestation de réalisation ;
- Proposer une ergonomie fluide ;
- Un temps de réponse inférieur à 48 heures ouvrables ;
- Identifier un interlocuteur et communiquer ses coordonnées dans l'espace formation.

Afin de faciliter la prise de contact, le candidat devra identifier un interlocuteur en charge de l'assistance technique et pédagogique ; ses coordonnées devront être communiquées dans son espace de formation.

2.7 Evaluation

Evaluation des acquis

Décret n° 2018-1341 du 28 décembre 2018 Art. D. 6313-3-2, cité ci-avant.

Quizz, questions ouvertes....

Evaluation de l'action de formation

- Une analyse des questionnaires de satisfaction à compléter par les apprenants à l'issue de chaque parcours (questionnaire de satisfaction déjà présent dans le LMS du Pouvoir adjudicateur) ;

- Une synthèse annuelle des données quantitatives et qualitatives d'utilisation de la formation digitalisée (données issues du LMS) avec le nombre d'inscriptions, le nombre de formations réalisées, le nombre d'abandons, la durée moyenne de réalisation, etc...

Mesures d'amélioration

- Les actions de traitement des difficultés rencontrées doivent être prévues ainsi que les mesures d'amélioration et les corrections à mettre en œuvre. Le Pouvoir adjudicateur a le droit de formuler des demandes d'amélioration qui doivent être prises en compte par le Titulaire dans l'exécution des prochaines sessions de formation en vue d'amélioration de la qualité.

Actualisation

- Actualisation des contenus au regard de l'évolution réglementaire et législative tout au long de la durée du marché.

2.8 Financement de la formation

1- La conception du module VAE

L'actualisation des modules existants

Le règlement se fait dès que la formation est disponible.

2- La formation

Le processus d'inscription sera à définir avec l'OPCO Santé, néanmoins il comprendra le traitement et le suivi des demandes d'inscription via un formulaire dédié, avec un temps de réponse maximum de 10 jours, validation et transmission des candidatures à l'OPCO Santé, création des espaces LMS, envoi des convocations aux candidats, etc. ;

L'animation des séquences pédagogiques en groupe (apports méthodologiques et animation) ;

Le suivi personnalisé des apprenants (réponses aux questions par le biais d'un forum, ou mails...) ;

L'assistance technique et pédagogique (cf. 2.6) ;

Le règlement se fait à la fin de chaque session de formation effectuées, lorsque tous les justificatifs sont remis au Pouvoir adjudicateur.

2.9 Références du Titulaire et des intervenants

Références des intervenants

Le titulaire doit avoir :

- Des connaissances et expériences dans le secteur du sanitaire, social et médicosocial.
- Des expériences dans le déploiement de ce type d'action.
- Être référencé Qualiopi.

Le Titulaire doit valoriser sur le CV de ses intervenants, leur expérience prouvant leur maîtrise des outils collaboratifs et de communication pour animer une formation à distance et leur connaissance avérée dans le domaine de la certification professionnelle et de la formation d'adultes. Une expérience en tant que membre de jury ou concepteur de processus d'évaluation constituera un atout majeur pour le profil du formateur.

Il est rappelé que le CV de chaque intervenant doit impérativement être joint à la proposition et validé par le Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet.

Le Titulaire s'engage à ce que tout formateur ait fait l'objet d'un processus de qualification interne à l'organisme de formation et soit dûment habilité à animer la formation commandée par le Pouvoir adjudicateur.

Les formateurs s'engagent à respecter les spécificités de la formation, à suivre le cadrage de la formation (objectifs pédagogiques, contenu, approche pédagogique...).

Si en cours d'exécution du marché, un formateur qualifié fait défaut, le Titulaire s'engage à positionner un formateur ayant des qualifications équivalentes voire supérieures. Dans ce cas, le CV du nouveau formateur est transmis au Pouvoir adjudicateur dans les 15 jours qui précèdent la formation pour acceptation par cette dernière. Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rencontrer l'intervenant dans ses locaux, les frais éventuels occasionnés par cet échange étant supportés par le Titulaire. Le commanditaire valide par écrit la demande de changement de formateur proposé par le Titulaire. Le commanditaire se réserve le droit de refuser l'intervention dudit formateur si celui-ci ne présente pas les mêmes garanties que la personne identifiée précédemment.

En cas de remplacement d'urgence, le Titulaire est tenu de communiquer au plus vite les raisons de la défaillance du formateur qualifié ainsi que le CV du formateur remplaçant, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de reporter la session de formation si le nouveau formateur ne présente pas les mêmes garanties que le formateur « défaillant », les frais occasionnés par ce report ne pouvant donner lieu à une indemnisation du Titulaire.

Article 3. Contraintes techniques et exécution des prestations

Le Titulaire devra vérifier les contenus dans la plateforme LMS du Pouvoir adjudicateur. Cette plateforme est une **plateforme Moodle** adaptée aux spécificités du Pouvoir adjudicateur.

Ainsi, le Titulaire devra vérifier que le formalisme imposé par le Pouvoir adjudicateur est respecté :

- Sur le plan technique, le contenu doit répondre à la norme SCORM (format, structure, ...);
- Un modèle de présentation du cartouche à paramétrer ;
- Un modèle de programme de formation à renseigner et intégrer ;
- Un modèle d'étiquette de présentation de la formation dans le cours ;
- Un modèle de certification de réalisation à utiliser et paramétrer.

Exigences techniques pour les supports de formation :

Vidéo :

- La taille maximale des vidéos doit être de 4 Mo par minute de vidéo.

SCORM :

- La taille maximale des fichiers SCORM doit être de 100 Mo par tranche de 30 minutes.

Cours :

- La taille totale des cours ne doit pas dépasser 500 Mo, à moins qu'il ne s'agisse de formations en réalité virtuelle ou de formations d'une durée exceptionnellement longue.

Si les exigences techniques venaient à évoluer au cours du marché, l'OF s'engage à mettre en œuvre toutes les modifications demandées.

Nos apprenants doivent facilement accéder à la plateforme OPCO E LEARNING et exploiter des contenus e - Learning depuis les devices et navigateurs suivants :

- Ordinateur de Bureau et Portable Windows : Edge, Firefox, Chrome ;
- Ordinateur de Bureau et Portable mac : Firefox, Chrome, Safari ;
- Tablette Android : Edge, Firefox, Chrome ;
- Smartphone Android: Edge, Firefox, Chrome;
- Tablette IPAD Firefox, Chrome, Safari;
- iPhone, Firefox, Chrome, Safari.

Par conséquent les paramétrages & versions de Moodle et de ses plugins doivent être compatibles avec ces exigences.

D'autre part, la même logique prévaut pour les contenus, et les éditeurs de contenus doivent fournir des contenus Scorm accessibles sur les devices et navigateur déjà listés plus haut.

Enfin, la navigation sur ces contenus Scorm doit permettre à la plateforme Moodle d'enregistrer les détails des parcours (début de connexion, gestion des tentatives, scores obtenus à chaque tentative, etc.)

3.1 Calendrier prévisionnel des livrables

Le module VAE devra être opérationnel au plus tard 1 mois après la date de notification du marché. Le parcours complet actualisé sera opérationnel deux mois après la date de notification du marché.

Les délais d'exécution des prestations de services, sont fixés dans le planning proposé par le Titulaire dans sa proposition technique. Ce dernier a une valeur contractuelle.

Le Titulaire doit nommer un chef de projet, principal interlocuteur du Pouvoir adjudicateur, préciser le nombre d'intervenants et leur type de profil.

Il doit également proposer une méthodologie et un planning de travail pour accomplir la prestation qui intègre à minima :

- Une réunion de démarrage

- Une présentation du projet en CPNE
- Le recettage
- Une réunion de cadrage à la suite de la première session de formation si besoin.

3.2 Livrables attendus

Le Titulaire devra fournir les livrables finaux suivants :

- Une ingénierie du parcours de formation ;
- Un module e-learning actualisé et prêt à être déployé ;
- Un module VAE intégré ;
- Une Ingénierie des temps de formation synchrones, les contenus, les flux ainsi que les modalités de gestion ;
- Une vérification des ressources complémentaires de type « guide » téléchargeables à l'issue du parcours directement sur le LMS ;
- Une vérification du questionnaire de positionnement ;
- Une méthodologie d'accompagnement des apprenants ;
- Une évaluation des acquis ;
- Une attestation de suivi de formation ;
- Des Indicateurs de suivi et le(s) questionnaire(s) d'évaluation de la formation ;
- Un bilan quantitatif et qualitatif ;
- Une Synthèse communicante sur la formation pour une présentation sur le site internet du Pouvoir adjudicateur.

A noter

Le questionnaire de satisfaction à chaud et le certificat de réalisation individuel sont fournis par le Pouvoir adjudicateur et intégrés dans l'espace formation.

3.3 Validation des livrables

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au Titulaire d'opérer certaines modifications (mineures et majeures) sur les modules. Ces modifications peuvent porter sur tout élément inhérent à la conception visuelle, technique ainsi qu'à la ligne éditoriale relative à la thématique objet du présent marché. Le Titulaire doit prendre en compte toutes les demandes de modification formulées par le Pouvoir adjudicateur, et livrer une nouvelle version dans des délais raisonnables, et ce jusqu'à l'acceptation de la version définitive du livrable.

3.4 Communication

Le Titulaire est invité à faire connaître la formation dans le cadre de ses activités habituelles de promotion de son offre de formation.